

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 74 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2675 - Prix : 1€

**Retraites, salaires,  
emplois : pour un  
mouvement  
d'ensemble !**

Page 3

**Violences faites aux  
femmes : beaucoup de  
blabla mais peu de  
moyens**

Page 5

**Contre les campagnes  
antimusulmans et  
contre tous les  
racismes**

Page 6

**Les urgences :  
personnel et malades  
dann malizé**

Page 8

## Algérie

**Des marées humaines  
pour une "seconde  
indépendance"**

Page 10

## Bolivie

**Les travailleurs face  
à l'offensive de la  
réaction**

Page 11



## Le 5 décembre, se faire craindre du gouvernement, c'est possible !

Trois semaines nous séparent de la journée de grève interprofessionnelle appelée par la CGT, FO, Solidaires et la FSU sur la réforme des retraites. Ce sont trois semaines qu'il faut mettre à profit pour préparer cette mobilisation.

Cette journée permettra, bien sûr, de dire non à cette énième réforme qui fera encore reculer l'âge de départ et diminuera les pensions. Le gouvernement parle des régimes dits « spéciaux » pour tenter de diviser les travailleurs en pointant ceux qui seraient « privilégiés ». Mais les vrais privilégiés, les milliardaires amis de Macron, seront épargnés, quand sa réforme frappera tous les salariés.

Avec des pensions calculées, non plus à partir des 25 meilleures années, mais de toute la carrière, tous les salariés seront perdants. Et il y a ce système de points qui s'apparente à un chèque en blanc demandé par l'État. Le gouvernement vient de prendre 3,5 milliards aux chômeurs, ou encore 1 milliard aux bénéficiaires de l'APL, eh bien demain il pourra en faire autant sur le dos des retraités !

Plus largement, le 5 décembre peut être l'occasion d'exprimer toute la colère accumulée par le monde du travail. Et, réussi, il peut être une première étape pour se faire respecter de Macron et du grand patronat.

Depuis la rentrée, de nombreuses professions ont exprimé leur malaise, les journées de grèves se sont multipliées, à la SNCF, à la RATP, et dans la santé où les hôpitaux fonctionneront au ralenti jeudi 14 novembre.

Cela fait des semaines que le gouvernement tente d'éteindre le feu qui couve à l'hôpital. Il multiplie les effets d'annonce mais sans répondre à l'essentiel : le manque d'effectifs et de lits, les salaires trop bas, les heures supplémentaires non payées, et des conditions de travail de plus en plus folles. Le problème est tellement grave que les hôpitaux peinent à recruter et à garder les médecins ou les infirmières ! Autant dire que la mobilisation n'est pas près de s'arrêter.

Ce ras-le-bol et le sentiment d'être méprisés ne sont pas réservés aux travailleurs du public. Ils s'expriment dans les entreprises privées où les travailleurs sont précarisés, traités comme des pions et soumis à la pression permanente de devoir en faire toujours plus pour gagner moins. Un plan de compétitivité n'est pas encore terminé qu'un autre est lancé, avec son cortège de sacrifices : suppressions d'emplois, jours de repos rognés, obligations de mobilité et de flexibilité. Tout ça, alors que les grands groupes sont prospères, amassent les profits et distribuent des dividendes généreux, comme chez Michelin, PSA ou dans les banques.

Le gouvernement sait qu'il y a des limites à ce que les travailleurs accepteront. Dans ce climat, il craint tout départ de feu qui pourrait se généraliser à l'ensemble du monde du travail.

Il le craint d'autant plus que certaines mobilisations, à l'instar des gilets jaunes, sont venues de la base et peuvent échapper au contrôle des confédérations syndicales. Alors, oui, plus on approche du 5 décembre, plus la fébrilité monte côté gouvernement.

Sur les retraites, Macron et Philippe multiplient les signaux pour désamorcer la contestation. Ils ont d'abord repoussé la réforme au-delà des élections municipales de mars 2020. Ils ont ensuite abandonné la notion d'âge pivot à 64 ans. Aujourd'hui, ils seraient prêts à dégainer la « clause du grand père » consistant à n'appliquer la réforme qu'aux nouveaux entrants sur le marché du travail.

C'est cynique car si nous profitons aujourd'hui des avancées conquises dans les luttes par nos parents et grands-parents, ce n'est pas pour condamner nos enfants !

Mais cela montre aussi que le gouvernement a plus d'un tour dans son sac pour diviser, opposer les travailleurs et les syndicats les uns aux autres. Eh bien, il ne faut pas tomber dans ce piège !

Certains secteurs comme ceux de la RATP et de la SNCF se mettent en ordre de marche. À la RATP, il s'agit de s'appuyer sur l'avantage pris avec la grève du 13 septembre et de continuer le combat. À la SNCF, les mobilisations autour du droit de retrait et la multiplication des grèves locales sur la sécurité, les effectifs, les conditions de travail et les salaires ont montré que la contestation dépasse la question des retraites. Le 5 décembre permettra de l'exprimer collectivement à une échelle bien plus grande.

Alors, que l'on travaille dans le public ou dans le privé, il faut se saisir de cette journée pour exprimer notre colère. Aujourd'hui, le camp gouvernemental est inquiet d'un risque d'explosion sociale. Montrons-lui qu'il a raison de la craindre et, ensemble, faisons-nous respecter !

## Retraites, salaires, emplois : pour un mouvement d'ensemble !

Les projets gouvernementaux en matière de retraite sont une attaque d'ampleur contre les travailleurs. Il s'agit de reculer l'âge de départ en retraite et de diminuer les pensions. Il s'agit de faire encore baisser la part de la richesse produite qui revient aux travailleurs, actifs ou retraités, et par là même d'augmenter celle qui revient aux capitalistes.

Le problème de Macron est de faire accepter ce recul aux travailleurs, sans à-coups et sans révolte. Mais cette attaque vient après de nombreuses autres. Après les coups de colère à la RATP et à la SNCF, de la Santé le 14 novembre, avant la journée interprofessionnelle du 5 décembre, le gouvernement se montre

donc quelque peu prudent.

Delevoye, rapporteur du projet sur les retraites et chargé de le faire appliquer, parle désormais de la « clause du grand-père », qui ferait que le nouveau système ne s'appliquerait, au moins à la SNCF, qu'aux nouveaux embauchés. Il laisse même entendre, appuyé en cela par des représentants patronaux, que cette clause pourrait s'appliquer à d'autres secteurs. Ils ont peur d'une réédition des grèves de 1995.

La journée de lutte interprofessionnelle du 5 décembre a été appelée au départ sur la seule question des retraites mais elle pourrait devenir l'occasion d'exprimer le mécontentement accumulé dans de nombreux secteurs.

En tout cas le gouvernement craint visiblement que cette journée soit l'occasion d'une explosion sociale, selon l'expression de certains commentateurs. C'est pourquoi non seulement il préfère ne parler que de la question des retraites, mais il cherche à la faire paraître moins explosive par l'annonce de quelques reculs.

Au contraire, pour les travailleurs, la journée du 5 décembre peut être l'occasion de se retrouver tous ensemble, de manifester massivement contre la politique du patronat et du gouvernement. Elle peut être l'occasion de rassembler leurs forces et de se préparer au combat nécessaire pour mettre cette politique en échec.

## Chômage : une attaque indigne

Avec l'entrée en application le 1er novembre de la première partie de la réforme de l'indemnisation du chômage, tous les poncifs antichômeurs ont été avancés pour justifier que des centaines de milliers de chômeurs soient privés d'indemnisation ou voient leur allocation dramatiquement réduite.

Pour ces gens-là, les responsables du chômage seraient les chômeurs eux-mêmes et, en les privant d'indemnités ou en baissant celles-ci, ils seraient, selon eux, stimulés à chercher du travail. Macron et le gouvernement actuel n'inventent rien. Comme tous les gouvernements précédents l'ont fait successivement, ils font la guerre aux chômeurs au lieu de la guerre au chômage. Le chômage n'a pas diminué. Selon les chiffres officiels, il touche, toutes catégories confondues et DOM TOM inclus, 6,5 millions de travailleurs aujourd'hui.

Le chômage de masse vient exclusivement de la politique du patronat, qui consiste à supprimer des emplois pour accroître ses profits en aggravant les conditions de travail. Des millions de travailleurs se trouvent donc à bas-

culer dans la précarité, avec un travail intermittent et un salaire qui l'est tout autant. C'est ainsi que les capitalistes font payer la crise au monde du travail.

En diminuant les indemnités, la réforme actuelle va rendre la vie encore plus difficile à des centaines de milliers de chômeurs et à leurs familles. Développer sans cesse une armée de réserve sous-payée et fragilisée est une façon d'aider le patronat à exercer une pression à la baisse sur tous les salaires. Cette

nouvelle attaque contre les droits à l'Assurance chômage ne permettra certainement pas aux chômeurs de sortir de la misère mais, dans les entreprises, elle contribuera à pousser vers la porte les plus anciens et les mieux payés.

La question du chômage est d'abord une question de rapport de force, opposant les travailleurs, actifs ou condamnés au chômage, tous unis, aux capitalistes.

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 17 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 29 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT- BENOÎT  
SAMEDI 30 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 13 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

## Des effets catastrophiques



Depuis le 1er novembre, pour avoir droit à une indemnisation, le salarié privé d'emploi doit avoir travaillé six mois sur une période de 24 mois (au lieu de quatre mois sur 28 mois jusque-là).

Puis pour « recharger » ses droits, c'est-à-dire faire prolonger sa période d'indemnisation, il devra travailler de nouveau six mois sans interruption (au lieu d'un mois auparavant). Ses

droits à indemnisation seront alors prolongés d'une durée égale à celle des périodes travaillées.

Enfin, au 1er avril prochain, le calcul du montant de l'indemnisation des chômeurs va changer. Jusque-là il était égal à 57 % de l'ancien salaire brut, avec un taux minimum garanti. Les douze derniers mois de salaire servaient de référence et les périodes non travaillées n'entraient pas en

ligne de compte. Le salaire de ces périodes non-travaillées était reconstitué et les congés maternité, maladies, accidents ou périodes de chômage partiel étaient considérés comme ayant été travaillés normalement.

À partir du 1er avril, les douze derniers mois seront pris en compte en y incluant uniquement les jours réellement travaillés. Les autres périodes ne seront pas reconstituées mais considérées comme des absences, qui diminueront d'autant le montant de l'indemnisation.

Pour un travailleur précaire enchaînant des périodes de travail avec des périodes de chômage, le montant de l'indemnité pourra baisser de façon drastique.

Selon les calculs effectués, 24 600 demandeurs d'emplois à La Réunion verraient ainsi leurs indemnités diminuées de 20 à 50 %.

Au total, ces deux mesures indignes risquent de jeter dans la misère des milliers de travailleurs et de chômeurs.

## APL : une baisse programmée et inacceptable

Le ministre du Logement Julien Denormandie a commencé à détailler la réforme des Aides personnalisées au logement (APL) qui entrera en vigueur en 2020. Son objectif est clairement d'économiser 1,2 milliard d'euros sur le dos des allocataires.

Il s'agit de calculer les APL non plus sur les revenus perçus deux ans plus tôt, mais sur ceux des douze derniers mois. L'administration se servira des données du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu pour recalculer les droits aux APL tous les trimestres.

En réalité, ce changement n'est pas seulement technique.

Denormandie a beau présenter sa réforme comme une mesure de justice et de bon sens, il ne peut ca-

cher qu'il s'agit de faire des économies aux dépens des 6,5 millions de foyers, dont 40 % vivent en dessous du seuil de pauvreté, qui touchent les APL. D'ailleurs il le reconnaît en prétendant : « *On ne fait pas des économies pour se faire plaisir, on fait des économies parce que c'est important pour nous et pour les générations futures.* » On se demande bien où passe le souci pour les générations futures quand le gouvernement auquel il appartient reverse des dizaines de milliards à fonds perdus au patronat ou qu'il dépense tant et plus en budget militaire.

Cette réforme intervient après la baisse générale de cinq euros par mois des APL, que Macron a imposée en 2017. En 2020, c'est 600 000

personnes qui n'auront plus droit à cette aide et 1,2 million qui la verront diminuer. Le gouvernement sait cela pertinemment. C'est pourquoi cette attaque, qui était programmée au printemps 2019, au moment où la contestation des gilets jaunes lui posait un problème, a été repoussée de mois en mois.

Cette baisse programmée des APL, comme bien d'autres mesures antiouvrières, mériterait qu'on la fasse remballer sans tarder à Macron et à son équipe.

## La SODEGIS en difficulté. Normal les prédateurs sont à la manoeuvre

La direction de la SODEGIS (SOCIÉTÉ de DÉVELOPPEMENT et de GESTION d'IMMOBILIER SOCIAL), société d'économie mixte chargée de la construction de logements sociaux par les communes du sud de l'île et ayant pour actionnaire la Caisse des Dépôts et Consignation est en redressement judiciaire.

Après avoir supprimé le 14ème mois à ses salariés (une centaine), elle vient de leur annoncer que leur 13ème mois leur serait versé en deux parties.

Si les représentants des communes concernées (Le Tampon, Saint-Joseph, Entre-Deux, Avirons, Cilaos) n'ont pas hésité un instant à tailler dans la masse salariale des travailleurs de la SODEGIS pour réduire sa dette, ils ont mis leur veto à toute diminution de leurs jetons de présence. Pourtant cela représente annuellement la « modique » somme de 200 000 € (le Quotidien du 4 novembre 2019) et l'ANCOLS, organisme gouvernemental de contrôle de la gestion des bailleurs sociaux, a

lui-même constaté que les directeurs généraux de la SODEGIS continuent à de s'octroyer « une rémunération non conforme » et tandis que les administrateurs n'ont pas hésité à s'octroyer une augmentation des fameux jetons de présence.

Décidément des dirigeants bien à l'image de la société capitaliste. Même quand le bateau coule, ils continuent à faire main basse sur ce qui reste au fond de la caisse !

## Un tramway nommé désir... et jamais mis sur les rails !

Jean Gaël Anda, ex-partisan de Michel Fontaine, puis de Thierry Robert, vient de tomber dans les bras de Didier Robert, avec lequel il siège au Conseil régional, pour tenter de décrocher la gestion de la commune de Saint-Pierre en mars prochain.

En plus de pouvoir concourir pour le prix de la girouette il peut être taxé par certains de se contenter de copier

le programme de ses prédécesseurs. Du coup il compte se faire remarquer en affichant son intention de lancer un chantier de construction d'un tramway dans le sud. Après le projet de tramway de Gilbert Annette à Saint-Denis et celui de Gérald Maillot à Sainte-Marie, il ne reste plus qu'à joindre les deux bouts entre le chef lieu et Saint-Pierre pour re-

mettre sur rail le projet global imaginé par Vergès de ceinturer toute l'île avec ce moyen de transports en commun !

En voilà une belle et nouvelle promesse faite aux usagers de la route qui usent leur vie dans les embouteillages !

## Violences faites aux femmes : beaucoup de blabla mais peu de moyens

Marlène Schiappa, la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, était à La Réunion les 6 et 7 novembre.

Avec une enveloppe de 135 000 euros, la ministre s'est vantée ne pas être venue ici « les mains vides ».

Cette déclaration n'a rien de spectaculaire car cette somme n'est que la part bien insuffisante des 79 millions d'euros déjà prévus pour lutte contre les violences faites aux femmes pour toute la France.

Ce montant qui s'ajoute aux maigres sommes existantes, suffirait à peine à créer un relais supplémentaire pour accueillir les femmes victimes de violences conjugales.

Schiappa prévoit aussi de faire passer le nombre d'assistants sociaux

à 9 cette année et 15 d'ici deux ans.

Voilà de bien maigres moyens que le gouvernement propose au terme de son ronflant « Grenelle des violences faites aux femmes ».

Même les 25 téléphones grave danger (TGD), n'étaient pas encore distribués au moment de la visite de la ministre qui a reconnu que les postes « restent dans les placards » !

Pourtant il y a urgence à agir.

À La Réunion, cette année, 1.670 affaires de violences conjugales ont été dénombrées, contre 1.513 l'année dernière, soit une augmentation de 10%. On compte en moyenne 185 femmes par mois victimes de ces violences, soit 6 par jour.

De l'argent, le gouvernement en trouve par milliards pour arroser le grand patronat mais pas pour les

femmes en particulier celles des classes populaires, qui sont dans la détresse.



## **Immigration : le gouvernement ratisse à l'extrême droite**

Le gouvernement a annoncé mercredi 6 novembre des mesures visant à restreindre l'entrée des immigrés sur le territoire, en fixant des quotas pour l'immigration dite économique.

La ministre du Travail, Muriel Pénicaud, avait déjà confirmé la veille que ces quotas seraient effectivement instaurés dès l'été et que les nouveaux immigrés ne pourraient travailler que dans des métiers dits en tension, ceux qui ont du mal à recruter parce que pénibles et mal payés, comme le bâtiment ou la res-

tauration. Environ 34 000 embauches se feraient dans ce cadre, « pour une durée et un métier déterminés », a précisé Pénicaud.

L'an dernier, le nombre de titres de séjour délivrés pour des motifs économiques a été de 33 500, alors qu'il y aurait 300 000 étrangers en situation irrégulière sur le territoire. L'instauration de quotas ne changerait donc rien à ces chiffres. De toute façon, rien ne pourra empêcher des centaines de milliers de femmes et d'hommes de fuir leur pays et de

vouloir venir s'installer en France dans l'espoir d'une vie meilleure, que ce soit dans le cadre des quotas ou illégalement, en l'absence d'autre possibilité.

En remettant sur le tapis la question des quotas, Macron et sa clique cherchent avant tout à se mettre au diapason de l'opinion raciste et réactionnaire, dans le but de grignoter des voix au Rassemblement national lors des prochaines élections.

## **Aide médicale : une mise en cause inadmissible**

Dans sa campagne de démagogie politicienne contre les immigrés, le gouvernement ose tout : il remet aujourd'hui en cause les aides médicales aux étrangers, au prétexte qu'elles seraient un facteur de... tourisme médical !

L'Aide médicale d'État (AME) permet aux étrangers en situation irrégulière, aux sans-papiers, de se faire soigner. Mais ils doivent patienter trois mois après leur arrivée pour y avoir droit, et à condition de disposer de revenus mensuels inférieurs à 740 euros pour une personne seule et 1 080 euros pour un couple. L'AME

concerne donc moins de 300 000 personnes, un chiffre à peu près stable sur les dernières années. Elle a coûté 940 millions d'euros en 2018, soit... 0,5 % du montant total des dépenses d'Assurance maladie !

Sur le plan sanitaire, tout le milieu médical s'accorde pour dire qu'il faut maintenir l'AME. Sans elle, les maladies contractées par les migrants, suite aux conditions effroyables dans lesquelles ils sont ici contraints de vivre, peuvent devenir beaucoup plus graves, voire s'étendre quand elles sont contagieuses.

Quant à « la lutte contre la fraude

et les abus » et au « tourisme médical » d'étrangers venant « se faire soigner gratuitement », aux dires même des très officiels rapports de l'IGAS, l'Inspection générale des affaires sociales, il n'y a pas d'éléments confortant de telles assertions. Mais le poison est versé, et fleurissent sur les réseaux sociaux les fantasmes selon lesquels des sans-papiers et autres demandeurs d'asile se feraient poser des prothèses mammaires ou blanchir les dents au frais de la Sécurité sociale.

## **Contre les campagnes antimusulmans et contre tous les racismes**

Lutte ouvrière a appelé à participer aux manifestations organisées le 10 novembre contre le racisme et l'islamophobie à Paris et dans quelques villes de métropole.

Depuis plusieurs mois, un concours de démagogie à fond raciste et xénophobe bat son plein dans le monde politique et médiatique, notamment sous forme d'attaques répétées contre les musulmans.

Pour faire diversion face à la montée du mécontentement social, Macron et ses ministres ont repris à leur compte une partie des thèmes de campagne et du vocabulaire du Ras-

semblement national, entretenant la confusion entre terrorisme, immigration, islam et question du voile. Ils sont relayés par tous les politiciens qui, à droite et à l'extrême droite, cherchent à capter les voix de l'électorat le plus réactionnaire.

La surenchère odieuse à laquelle se livrent tous ces politiciens ne peut que renforcer les préjugés et les comportements racistes, et encourager les plus violents à passer à l'acte, comme cela a été le cas lors de l'attentat commis contre la mosquée de Bayonne. Il est indispensable de s'opposer à ces pousse-au-crime !

En participant à ces manifestations, Lutte ouvrière a tenu à affirmer sa solidarité avec tous ceux qui sont injustement pointés du doigt. Plus que jamais, il faut affirmer que les travailleurs, quelle que soit leur origine ou leur religion, constituent une même classe, avec les mêmes intérêts à défendre et un même combat à mener pour s'émanciper et changer la société.

## Pédophilie dans l'Église : le clergé s'absout

Après bien d'autres, l'Église de France a commencé à se préoccuper des agressions sexuelles commises par des prêtres.

La commission ad hoc a reçu 2 800 témoignages concernant des mineurs confiés à des curés mais aussi des jeunes hommes et femmes soumis à leur autorité. Les évêques, réunis à Lourdes début novembre, ont décidé de proposer un forfait unique aux victimes.

Il s'agit d'une somme d'argent, dont le montant reste à déterminer, qui sera versée par l'Église à toute victime mineure au moment des faits. Elle sera accordée quelle que soit la décision de justice, y compris la prescription, du moment que le prêtre sera reconnu coupable. Un fonds spécial sera abondé par les prêtres et les fidèles volontaires. Il sera demandé aux prêtres coupables d'agressions de verser leur obole.

L'Église aurait bien sûr les moyens financiers de verser des indemnités. Mais payer sur ses fonds

ordinaires serait reconnaître la culpabilité de l'institution elle-même, depuis les prêtres pédophiles jusqu'aux évêques qui les ont couverts et, surtout, jusqu'au système qui les engendre ou les attire. Elle demande donc à l'ensemble des catholiques, clercs et laïcs confondus, d'assumer la responsabilité financière et morale de ses turpitudes puisque, disent les évêques, « *l'argent est un élément nécessaire pour reconnaître la souffrance des victimes* ».

La hiérarchie reste ainsi au-dessus de tout soupçon et infaillible, comme le pape lui-même. S'il y a eu crime, et il aura fallu des années pour l'admettre, c'est à l'ensemble des fidèles de se tenir pour coupables et d'expié. Un peu d'argent guérit toutes les plaies et vaut toutes les indulgences. Cette morale de parasite n'est certes pas propre à l'Église catholique, mais il faut reconnaître qu'en 2 000 ans elle en aura donné de multiples exemples.

## Vatican : miracle électrofric

Le Vatican a lancé en Italie un chapelet connecté. C'est « *le meilleur de la tradition de l'Église avec le meilleur de la technologie* », prétendent ses initiateurs afin, disent-ils, de séduire les jeunes. Voilà donc des idées vieilles de 2000 ans véhiculées par la technique d'aujourd'hui.

Cette petite merveille, fabriquée à Taïwan, coûte 99 euros. Les voies de celui que les chrétiens nomment leur seigneur, pour être impénétrables, n'en sont donc pas moins désormais connectées.

L'Église ainsi que le fabricant ont ainsi trouvé un nouveau moyen d'enrichissement... et pas seulement spirituel.

## Française des jeux : le mythe de l'actionnariat populaire

Depuis le 7 novembre, l'État a commencé la vente de 52 % de ses actions de la Française des jeux (FDJ) : un tiers est réservé aux particuliers et les deux tiers restants aux entreprises, banques, etc.

Pour convaincre les particuliers, le gouvernement mène toute une campagne vantant les avantages de posséder des actions en tant que parts de propriété d'une entreprise. Il cherche aussi à convaincre en certifiant que FDJ est une entreprise sûre, prospère, qui existe depuis près d'un siècle et dont il gardera 20 % du capital. Il propose de plus une décote de 2 % aux particuliers et une action gratuite pour dix achetées.

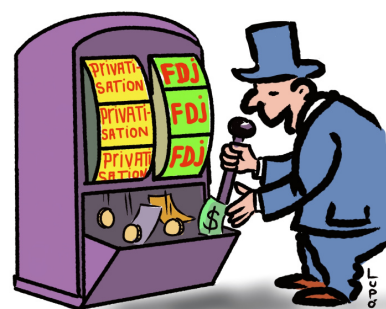
Avec cette campagne, le gouvernement veut aussi faire revenir vers la bourse les petits actionnaires échaudés par la crise économique de 2008. Comme à chaque krach boursier, ce sont les petits actionnaires qui

ont alors perdu le plus d'argent au profit de quelques gros capitalistes qui eux se sont enrichis. Le nombre d'actionnaires, hors actionnariat salarié, est ainsi passé de plus de sept millions en 2007 à trois millions et demi de personnes en 2017. Cela désespère les propriétaires des banques et autres capitalistes qui aimeraient bien utiliser l'argent des épargnants pour spéculer afin de mieux les plumer.

Contrairement aux bavardages des promoteurs de l'actionnariat populaire, posséder quelques actions ne permet pas de diriger l'entreprise car ce n'est pas dans les assemblées générales que se prennent les décisions, mais dans les conseils d'administration constitués des plus gros actionnaires, qui connaissent tous les rouages de la spéculation et ont les relations et les informations qu'il faut pour vendre ou acheter leurs actions

au bon moment.

Dans le monde de requins du capitalisme, il n'y a ni hasard ni loterie. Les petits perdent à tous les coups.



## Les urgences : personnel et malades dann malizé

Médecins en arrêt maladie, infirmiers et aides soignants déprimés. Le personnel des urgences du CHU Sud et Nord et ceux du CHOR (ouest) n'ont de cesse de tirer la sonnette d'alarme sur leur souffrance au travail et sur celle des malades dont ils s'occupent.

Ce jeudi 14, environ 200 salariés de ces hôpitaux ont fait grève et manifesté devant leur lieu de travail en phase avec leurs collègues des services d'urgence de toute la France qui se sont mobilisés également.

Depuis le mois de juin, ces travailleurs de la Santé n'arrêtent pas de faire des piqûres de rappel au gouvernement, notamment à la ministre de la Santé Agnès Buzyn pour qu'ils mettent les moyens financiers et humains qui manquent pour stopper la dégradation de leurs conditions de travail.

Pour exemples, le CHU de Terre Sainte prévu à l'origine pour accueillir 80 patients en accueille 120, voire 180 parfois : le temps d'attente d'un malade avant sa prise en charge par le personnel soignant peut atteindre 12 heures ; dans les locaux flambants neufs du CHOR, il y a 3 infirmières pour 60 à 70 malades ; les journées de travail sont à rallonge et il n'y a pas toujours de remplacements pour les agents au repos, etc.



Urgences Joseph-Ducuing de Toulouse

Le personnel en a ras-le-bol de la politique du gouvernement qui préfère consacrer, par exemple, des centaines de millions au budget de l'armée et à l'armement qu'aux établissements qui soignent et qui sauvent des vies.

Alors qu'il faudrait mettre les millions nécessaires sur la table pour embaucher, rénover les vieux bâtiments et en construire d'autres, l'agence Régionale de Santé et le gouvernement traitent le mal des hôpitaux avec des remèdes à dose homéopathique !

Les travailleurs de la santé et la population laborieuse ont toutes les raisons de se battre ensemble pour que l'argent public aille au service public de la santé au lieu d'enrichir les spéculateurs capitalistes et les parasites bourgeois dont Macron est le serviteur dévoué.

## Albioma : profits pérennes, contrats de travail précaires

Macron et son gouvernement ont misé, selon leurs dires, sur l'emploi pérenne et ont menacé de sanctions financières les employeurs qui usaient et abusaient des contrats précaires.

Les patrons d'Albioma, le producteur privé d'électricité dans les DOM, ne semblent pas avoir été intimidés par cette mise en garde. La preuve ? Ils viennent de faire paraître dans les

quotidiens réunionnais une annonce concernant deux embauches précaires en CDD de six mois, l'une pour un poste d'assistant comptable et l'autre pour celui d'un chargé de développement.

Sans aucune gêne l'entreprise exige pour le premier un bac + 2 minimum et une expérience professionnelle de 2 ans et pour le second un bac + 3/5 école d'ingénieur et bien

sûr une disponibilité et une rigueur de haut niveau !

Avec les capitalistes, il faut donner le maximum de « jus », mais ne pas s'attendre en retour à de la « continuité » dans les contrats de travail. En tout cas entre le gouvernement et le patronat, le courant passe sans interruption !



## LIBAN

### La démission du gouvernement ne calme pas la colère

Mardi 29 octobre, face à la contestation, le Premier ministre libanais, Saad Hariri, a donné sa démission.

Cette contestation a été déclenchée le 17 octobre par l'annonce de la part du gouvernement d'une énième taxe, dans un pays où le chômage et la pauvreté battent des records et où les infrastructures sont en déliquescence. Elle a mobilisé une large partie de la population, qui s'est ainsi retrouvée unie, dépassant les clivages confessionnels qui l'enchaînent derrière des clans qui se partagent le pouvoir depuis trente ans et plus. Dans le cours du mouvement, la revendication qui a émergé est celle du départ de toute cette clique politique immobile et corrompue, la mise en place d'un gouvernement indépendant et la restitution de l'argent

volé à la population.

Les principaux partis politiques, le Hezbollah, les partisans de Hariri ou de Aoun, le président de la République, se sont mis à la manœuvre pour tenter de récupérer le mouvement, voire le stopper. Malgré ces manœuvres, les rassemblements ont continué dimanche 3 novembre, suivis de coupures de routes et de blocages des compagnies liées à l'État et des banques. Les classes populaires voudraient en finir avec les coupures d'eau et d'électricité qui marquent leur quotidien, avoir accès aux soins, stopper la baisse de leur pouvoir d'achat. Pour cela, beaucoup mettent leurs espoirs dans un changement de gouvernement. Mais ce qui s'annonce maintenant est la mise en place d'un gouvernement de technocrates, indépendants des apparte-

nances confessionnelles, qui serait censé assurer une bonne gouvernance, honnête et exempte de corruption.

On ne peut que prédire qu'avec la faillite économique du pays, un tel gouvernement ne cherchera pas à prendre sur les énormes fortunes accumulées par les classes dirigeantes, mais cherchera à imposer des mesures d'austérité drastiques aux travailleurs et aux couches populaires en général.

C'est justement ce à quoi ceux-ci s'opposent depuis des semaines par leurs manifestations dans tout le pays. Il est douteux qu'une telle manœuvre suffise à les faire cesser.

## MALI

### L'intervention militaire française aggrave la situation

Quarante-neuf soldats maliens sont morts vendredi 1er novembre, lors de l'attaque de leur camp à Indelimane par un groupe de djihadistes. Un mois auparavant, quarante autres avaient déjà péri dans un assaut semblable contre leurs bases de Mondoro et Boulkessi. Le 2 novembre, un soldat français de l'opération Barkhane a lui aussi trouvé la mort dans l'explosion d'une mine.

Tout le monde peut constater qu'en bientôt sept ans l'intervention militaire française n'a abouti qu'à étendre le champ d'intervention des groupes djihadistes. Le fait que les FAMA, les Forces armées maliennes, ne soient pas capables de se défendre face à ceux-ci n'est pas une découverte pour la population. La popula-

tion ne leur fait aucune confiance pour la protéger contre les exactions des groupes djihadistes qui terrorisent le pays. Elle sait que la principale occupation des militaires consiste à rançonner les habitants dans les villes, les marchés, sur les routes, ou les points de contrôle des véhicules. Cette armée est à l'image du régime qu'elle défend et dont le président vit dans le luxe alors que la grande majorité de la population végète dans la misère. Un régime dont les dignitaires détournent à leur seul profit des sommes qui permettraient de construire de nombreuses écoles ou centres de santé, de réparer les routes défoncées

Devant l'inutilité de la présence militaire française et des 12 500

casques bleus de la Minusma, toute une partie de la population réclame leur départ. En juin, suite au massacre de villageois par des milices ethniques, des manifestants scandaient : « À bas la France », « La France complice des terroristes » « Minusma : mission inutile au Mali ».

Effectivement, toutes ces troupes ne sont là que pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, pour tenir à bout de bras un régime dont la corruption et le mépris de la population ne font que fournir de nouvelles recrues aux djihadistes.

## Des marées humaines pour une “seconde indépendance”

Vendredi 1er novembre, date anniversaire du déclenchement de la guerre de libération contre la puissance coloniale en 1954, des marées humaines ont envahi Alger ainsi que toutes les grandes villes d'Algérie.

Les manifestants estiment en effet que l'indépendance, acquise en 1962 au prix de lourds sacrifices, a été confisquée par les militaires. Aussi, les slogans « Y'en a marre des généraux », « Les généraux à la poubelle ! », « Une nouvelle indépendance ! » ont été parmi les plus scandés. Cette mobilisation d'ampleur a également été une réponse cinglante aux propos tenus par le président par intérim Ben Salah au président russe Poutine, où il lui déclarait que « l'ampleur du mouvement était exagérée » et « qu'il se résumait à quelques éléments ».

Les manifestants rejettent l'élection présidentielle du 12 décembre, que Gaïd Salah veut à tout prix imposer. Elle apparaît comme une manœuvre de plus, pour sauvegarder le système politique actuel, et les candidats en lice sont tous liés à l'ère Bouteflika.

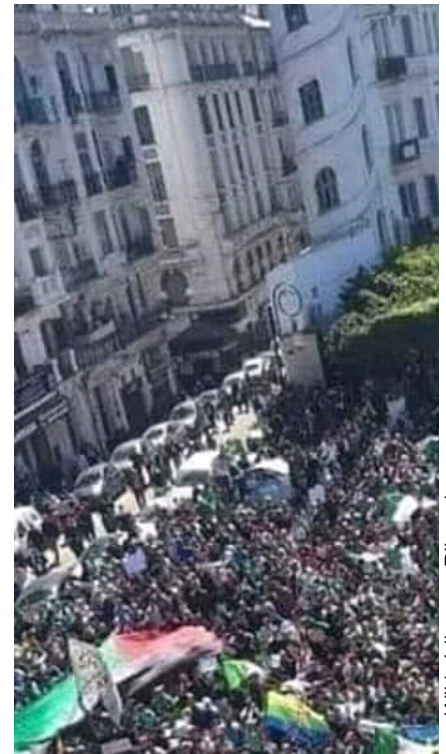
Il n'y a évidemment rien à at-

tendre de ces hommes. Depuis la chute de Bouteflika, rien n'a changé, quelques grands patrons qui avaient profité des largesses du pouvoir sont en prison, mais la corruption continue de sévir à tous les étages de la société. Et surtout la loi patronale règne dans les entreprises, où les patrons du privé et du public cherchent à regagner le terrain concédé en mars et en avril, licenciant ceux qui avaient mené la grève en mars et provoquant de nouvelles grèves.

Avec la crise qui s'aggrave, les travailleurs et les classes populaires sont confrontés à des difficultés grandissantes. De nombreux travailleurs du secteur public sont en grève, car ils ne sont plus payés. Les grands chantiers sont en faillite, mettant des dizaines de milliers de travailleurs à la rue. Des grèves éclatent, exprimant un mécontentement social mis pour l'instant à l'arrière-plan de la contestation politique, à l'image de la grève des enseignants du primaire sous-payés et maltraités par leur ministre.

Les masses algériennes réclament une nouvelle indépendance. Elles veulent en finir avec le mépris, la mi-

sère, l'oppression et la corruption généralisée. Le peuple algérien, comme ceux de tous les pays pauvres de la planète, subit l'oppression des classes dirigeantes qui ne sont qu'un rouage de l'impérialisme. La satisfaction de ses aspirations ne sera possible que par une véritable révolution, remettant en cause cette domination.



Wikipédia.org - Rihem jeon

# CHINE

## Macron champion de l'Europe, du roquefort et des parfums

Comme tous les voyages de ce type, celui de Macron en Chine, les 4 et 5 novembre, n'avait d'autre but que d'aider la brochette de grands patrons français, dont ceux d'Airbus, BNP Paribas, L'Oréal, LVMH ou de l'agroalimentaire, à décrocher de nouveaux contrats.

Depuis Shanghai, flanqué du commissaire européen à l'Agriculture et de la ministre allemande de la Recherche, Macron a appelé à « jouer franco-allemand et surtout européen », pour résister dans la guerre commerciale qui fait rage.

Mais les puissances européennes restent congénitalement concurrentes.

Chaque gouvernement défend avant tout les intérêts de ses grands groupes nationaux, qui pèsent par de multiples canaux sur le personnel politique de leur pays. Un patron français a ironisé sur le voyage solo de Merkel en septembre dernier en Chine. Mais Macron n'a pas fait mieux ; c'est le vin et le fromage français qu'il a fait déguster à Xi Jinping ; ce sont les contrats d'Orano (ex-Areva) ou de l'avionneur franco-italien ATR qu'il est venu faire avancer.

Outre l'aéronautique, le luxe représente une grande part des exportations françaises vers la Chine, en

particulier vers Hongkong, paradis commercial des riches. Bernard Arnault et François Pinault, propriétaires de LVMH ou Kering, seraient furieux si Macron venait à froisser les dirigeants chinois en critiquant, même du bout des lèvres, la répression des jeunes manifestants de Hongkong ou les arrestations massives des opposants ouïghours.

Heureusement, Emmanuel et Brigitte Macron ont été bien élevés : ils ont appris que, dans les réunions de famille, on n'aborde pas les sujets qui fâchent.

### Les mercenaires de l'Europe contre les migrants

Le gouvernement italien a annoncé, mercredi 27 octobre, le renouvellement pour trois ans de l'accord signé en 2017 avec la Libye, prévoyant de former, d'équiper et d'aider financièrement les gardes-côtes libyens pour bloquer les départs de migrants.

Cet accord consiste à confier aux autorités libyennes le soin d'empêcher les migrants de gagner l'Europe, par tous les moyens, y compris en les laissant se noyer. Quant à ceux qui sont secourus, ils se retrouvent parqués dans des camps dans des conditions inhumaines, soumis à la torture et réduits en esclavage.

Cette politique a été initiée par le gouvernement du Parti démocrate, dit de gauche, alors dirigé par Paolo Gentiloni, dont le ministre de l'Intérieur Minniti a mis au point le premier accord en février 2017. Ce gouvernement a multiplié les procédures judiciaires et les saisies de navires pour entraver l'action des

ONG et les empêcher de porter secours aux migrants. Salvini, le dirigeant de la Ligue d'extrême droite, devenu ministre de l'Intérieur en juin 2018, n'a fait qu'aggraver encore considérablement la situation des migrants en décidant de leur fermer totalement les ports de la péninsule, refusant de laisser débarquer ceux qui avaient été secourus par des ONG ou même par des gardes-côtes italiens.

Si le départ de Salvini du ministère de l'Intérieur a permis de nouveau à des femmes et des hommes d'accoster plus facilement en Italie, la décision annoncée ces derniers jours montre que le nouveau gouvernement poursuit vis-à-vis des migrants la politique criminelle de ses



prédécesseurs. C'est aussi celle de l'Union européenne qui, elle aussi, finance les gardes-côtes libyens.

Le gouvernement français, quant à lui, a annoncé en février 2019 la fourniture de six embarcations rapides à Tripoli, permettant à un certain nombre d'industriels d'équiper ce pays pour la chasse aux migrants, et de faire quelques bonnes affaires par la même occasion.

## BOLIVIE

### Les travailleurs face à l'offensive de la réaction

Dimanche 21 novembre, après vingt jours de crise, sous la pression de la droite et de l'armée, le président bolivien Evo Morales été contraint à la démission.

La droite a eu le soutien de l'OEA, l'Organisation des États américains, très liée à Washington, qui a dénoncé la réélection d'Evo Morales comme entachée d'irrégularités. Evo Morales a alors annoncé de nouvelles élections et la réforme du tribunal électoral, sans que cela calme la protestation. Mais le coup de grâce est venu de l'armée et de la police, quand les commandants en chef de ces deux corps lui ont demandé de démissionner « *pour permettre la pacification et le maintien de la stabilité, pour le bien de notre Bolivie* ».

La démission de Morales, réfugié

maintenant au Mexique, a déclenché la colère des classes populaires, prenant pour cible la droite ainsi que l'Église catholique et les évangélistes qui la soutiennent. Evo Morales, dirigeant syndical des paysans producteurs de coca, avait été porté à la présidence en 2005, à la suite de plusieurs soulèvements populaires.

Bénéficiant, grâce à la production de gaz, de ressources importantes plus stables que la rente pétrolière, Morales a mené des politiques sociales comparables à celles de Chavez au Venezuela. Le salaire minimum a été régulièrement augmenté, de 300 % entre 2007 et 2016, des pensions de retraites instituées. Les conditions de vie des plus pauvres se sont considérablement améliorées.

En conséquence, la troisième ré-

élection de Morales en 2014 avait été pour lui-même un succès. En fait, au pouvoir, il a toujours ménagé les classes possédantes. Comme Chavez au Venezuela, il a recherché le compromis. Dès le début, Morales avait annoncé qu'il ne comptait pas chasser du pays les multinationales, mais seulement renforcer le poids de l'État dans le secteur des hydrocarbures afin d'accroître la part de revenus de la Bolivie.

La réaction de colère de ses partisans montre que Morales dispose de larges soutiens dans les classes populaires. Mais visiblement il n'a pas envisagé ou pas voulu s'appuyer sur leur mobilisation pour neutraliser l'opposition. Les travailleurs et les opprimés sont maintenant directement face à des adversaires à l'offensive.

## Travailleurs et population ne veulent pas être mis au régime sec !

À Mayotte, le département a confié la gestion de la distribution de l'eau potable à une délégation de service public (DSP) au travers d'une filiale du groupe capitaliste Vinci, la SMAE. Et le résultat ne s'est pas fait attendre : les coupures d'alimentation se succèdent, car les investissements en matière de retenues collinaires et de recherches de nouvelles ressources souterraines (nappes phréatiques) sont au point mort. Quant à la centrale de dessalement d'eau de mer, elle ne fonctionne qu'à moitié de ses capacités attendues.

Non contents de cela les élus ont à présent l'intention de privatiser la section assainissement du SIEAM, le syndicat intercommunal des eaux de Mayotte provoquant l'opposition de ses quarante salariés qui craignent à juste titre pour leurs emplois. Cette



Wikipédia.org

manifestation de colère a fait sortir le président du SIEAM de ses gonds qui a ironisé sur « les syndicats qui veulent s'amuser » (Quotidien du 6 novembre 2019).

Comme si le sort des travailleurs du SIEAM et l'alimentation en eau de la population étaient des sujets mi-

neurs !

À force allé a l'o kalbass' i cass !

## RSA réduit, salaires et emplois insuffisants

À Mayotte, Macron s'est vanté d'avoir réaffecté à l'État le financement du RSA. La charge de cette allocation en a en effet incombé au département mahorais jusque fin 2018 et plombait son budget de quelques 15 millions d'euros bien qu'il eut à faire face à une situation sociale particulièrement difficile puisque 84 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté.

Ceci dit, le RSA versé aux Mahorais reste toujours deux fois inférieur

à celui de France et de La Réunion (279,87 € pour une personne seule) alors que le coût de la vie y est plus élevé et que les emplois proposés sont en nombre insuffisant.

Pourtant les besoins de la population dans les services publics de la santé, du logement social ou de l'alimentation en eau potable sont loin d'être satisfaits. Macron ne fait rien pour y remédier. Comme ses prédécesseurs sa politique favorise les riches et les capitalistes.

### Sur Internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

### Audio-LO

[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-

ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier

Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282